



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP11 DE LA CEM: VENDREDI 7 NOVEMBRE 2014

La Cdp11 de la CEM s'est poursuivie, vendredi, à Quito, en Equateur. Dans la matinée, la Grande Commission a écouté des rapports du Groupe de rédaction, du Groupe de travail sur le milieu aquatique et du Groupe de travail aviaire, ces groupes poursuivant leurs réunions respectives tout au long de la journée. La GC a également transmis à la plénière, pour adoption, des projets de résolutions amendés portant sur: la proposition révisée d'ajouter le lion (*Panthera leo*) à l'Annexe II (UNEP/CMS/COP11/CRP4); l'impact des espèces exotiques envahissantes (UNEP/CMS/COP11/de CRP5); et l'examen des décisions (UNEP/CMS/COP11/CRP6).

Dans l'après-midi, la GC a décidé de transmettre à la plénière, pour adoption, les projets de résolutions portant sur: le tourisme durable par bateaux pour l'observation de la faune marine (UNEP/CMS/COP11/CRP9); les énergies renouvelables et les espèces migratoires (UNEP/CMS/COP11/CRP10); la taxonomie et la nomenclature des oiseaux inscrits aux Annexes de la CEM (PNUE/CMS/COP11/CRP12); les implications de la culture des cétacés (UNEP/CMS/COP11/CRP13); et la capture de cétacés vivants du milieu naturel à des fins commerciales (UNEP/CMS/COP11/CRP15). Au sujet du thème de la capture de cétacés vivants, la CITES a encouragé les parties à soutenir plutôt des approches multilatérales que des approches en contradiction avec la Convention de la CITES, en référence à l'article 14.

Le président de la GC, Størkersen, a informé la GC que le Groupe de travail sur la restructuration du Conseil scientifique présentera un rapport au Groupe de rédaction. Il a proposé de réunir la GC, dimanche, à la première heure et clos la session.

LA GRANDE COMMISSION

Questions touchant à la conservation: Programme de travail pour les oiseaux migrateurs et les voies de migration:

Le Secrétaire a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.1. Taej Mundkur, président du Groupe de travail de la CEM sur les voies de migration, a parlé des principaux thèmes du programme de travail (PdT) sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration, au titre de la période 2014 à 2023 et du Cadre des voies de migration des Amériques.

La SUISSE, l'UE, les ETATS-UNIS, l'EQUATEUR, au nom de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes, les PHILIPPINES, le KIRGHIZISTAN, le BRESIL et l'EGYPTE ont appuyé le projet de résolution avec des modifications mineures, plusieurs pays faisant l'éloge de son "ambition". Le KIRGHIZISTAN, appuyé par le PAKISTAN, a appelé à l'expansion de l'AEWA de manière à y intégrer la voie de migration de la région d'Asie centrale. L'EQUATEUR, appuyé par le BRESIL, a appelé à un groupe de travail de la CEM chargé de coordonner la mise en œuvre du Programme de travail et du cadre des voies de migration des Amériques, le BRESIL offrant d'accueillir un atelier du groupe de travail.

La GC a transmis à la plénière le document, avec des amendements.

Directives concernant la prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs: Le Secrétaire a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.2, qui a été soutenu par l'UE, le PEROU et les PHILIPPINES. Le délégué des ETATS-UNIS a signalé que les munitions sont réglementées au niveau de l'Etat et que par conséquent il ne sera pas en mesure de mettre en œuvre les parties de la résolution, qui concernent cette question.

L'abattage illégal, la prise et le commerce d'oiseaux migrateurs: Le Secrétaire a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.3. L'EQUATEUR, l'UE et l'EGYPTE ont apporté leur appui au document, les deux dernières parties soulignant l'importance de la collaboration dans la lutte contre ces problèmes.

Conservation des oiseaux terrestres dans la Région africaine-asiatique: Olivier Biber, président du Groupe de travail sur les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie (GTOTMAE), a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.4, mettant en exergue que le projet de résolution comprend le Plan d'action pour améliorer l'état de préservation des oiseaux terrestres migrateurs, une matrice pour la réalisation de la politique de conservation et une matrice pour la mise en œuvre.

Le président de la GC, Størkersen, a suggéré, et les délégués ont accepté, de ne pas rouvrir de débat, étant donné que le Groupe de travail aviaire est déjà penché sur le sujet.

Conservation du faucon sacré: Colin Garbraith, président du Groupe de travail sur le Faucon Saker, a présenté le rapport de synthèse du Groupe de travail (UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.5.1) et le Plan d'action mondial pour le faucon sacré (PAM pour le sacré) (UNEP/CMS/COP11/Doc.23.1.5.2). Il a souligné les objectifs, les résultats escomptés, les principaux thèmes et les caractéristiques uniques du PAM sacré, faisant état de son approche holistique et inclusive.

Le délégué des EMIRATS ARABES UNIS a souligné son soutien constant au Groupe de travail. Le PAKISTAN, l'EGYPTE et l'UE ont approuvé le rapport de synthèse et ont appuyé le projet de résolution et le PAM pour le sacré. L'UE et la CITES ont souligné les défis posés à la mise en œuvre du PAM pour le sacré.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA FAUCONNERIE ET CONSERVATION DES OISEAUX DE PROIE (IAF) a mis en exergue son leadership dans l'avancement du premier projet phare visant à mettre en place un portail d'informations en ligne pour l'engagement des hôpitaux de faucon, des fauconniers et des trappeurs.

La GC a décidé de transmettre les propositions à la plénière, pour adoption.

INITIATIVE POUR LES MAMMIFERES D'ASIE CENTRALE: Le Secrétaire a présenté le document concernant l'Initiative en faveur des mammifères d'Asie centrale (IMAC) (UNEP/CMS/COP11/Doc.23.3.1) ainsi que les directives sur la conception d'une infrastructure adaptée à la faune en Asie



centrale, et le Projet de plan d'action pour la préservation de l'Argali (Docs 23.3.2 et 3). Le KIRGHIZISTAN a présenté le programme de travail de l'IMAC.

La SUISSE a déclaré que les questions touchant à la conservation en Asie centrale ont été trop longtemps négligées et, avec le KIRGHIZISTAN, le TADJIKISTAN et le PAKISTAN, a encouragé les parties à adopter l'ICAM. L'UE, soutenant l'ICAM, a suggéré la création d'un poste pour l'Asie centrale pour la CEM. La CITES

a reconnu l'importance de coordonner la mise en œuvre de l'ICAM. Les organisations WILD SHEEP FOUNDATION et CONSERVATION FORCE ont accueilli avec satisfaction l'occasion offerte au soutien de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Argali. La GC a transmis le document à la plénière.

COMMUNICATION, INFORMATION ET SENSIBILISATION: Réalisation du plan de sensibilisation et de communication au titre de 2012-14 et Plan de communication, information et sensibilisation au titre de 2015-17: Le Secrétariat a présenté les documents (UNEP/CMS/COP11/Doc.19.1 et 19.2). L'intervenant a présenté le projet de résolution, mettant en relief trois activités prioritaires visant à améliorer l'orientation stratégique et la cohérence globale des communications de la CEM et de l'AEWA, à savoir: l'élaboration d'une stratégie de communication et d'une image de marque communes aux deux; le renforcement de l'équipe conjointe; et l'amorce de l'élaboration d'un programme de communication, éducation et sensibilisation du public (CESP).

Le Secrétariat de l'AEWA a invité les parties à soutenir la résolution visant à accroître la visibilité de la CEM et de l'AEWA.

L'UE a appelé à l'examen de la possibilité d'une intégration avec le PASC élaboré dans les cadres de la CDB et la Convention de Ramsar, et, avec le SENEGAL, a apporté son appui au projet de résolution.

La GC a approuvé la résolution avec des modifications mineures introduites par l'UE, et l'a transmise à la plénière pour adoption.

Analyse et synthèse des communications nationales: Le Secrétariat a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.19.3. Signalant que 2014 a marqué la première utilisation du système de déclaration en ligne de la CEM, Patricia Cremona, PNUE-WCMC, a déclaré que les communications nationales constituent un moyen d'évaluer l'état de la mise en application de la CMS et de déterminer les priorités futures.

L'EGYPTE, l'AFRIQUE DU SUD, le KENYA et le COSTA RICA ont apporté leur appui à la résolution et ont fait l'éloge du système en ligne "innovant" pour les communications. L'AFRIQUE DU SUD a appelé aussi à un système plus convivial, et le KENYA a souligné que les rapports imprimés ne sont pas aussi clairs que la version en ligne. La GC a pris note du document.

RENFORCEMENT DES CAPACITES: Réalisation de la Stratégie de renforcement des capacités au titre de 2012-2014 et Stratégie de renforcement des capacités au titre de 2015-2017: Le Secrétariat a présenté le document UNEP/CMS/COP11/Doc.20.1 et 20.2. L'orateur a souligné l'importance de la formation, a mis en exergue les ateliers pré-CdP tenus au Chili, au Fidji, au Zimbabwe et au Kirghizistan et a demandé un appui à travers l'accueil d'ateliers durant la période intersessions. Il a appelé à davantage d'actions et formations régionales pour augmenter le recrutement de nouvelles parties. L'UE, l'ARGENTINE, au nom de l'Amérique centrale et du Sud et les Caraïbes, la NOUVELLE ZELANDE et le PNUE ont apprécié les activités et ont apporté leur soutien aux documents. La GC a approuvé les documents.

Journée mondiale des oiseaux migrants: Le Kenya a présenté sa proposition concernant la Journée mondiale des oiseaux migrants (UNEP/CMS/COP11/Doc.19.4). L'UE et l'EQUATEUR ont appuyé la proposition, l'Equateur suggérant sa célébration en octobre. La GC a transmis la proposition à la plénière, pour adoption.

LES SYNERGIES ET LES PARTENARIATS: Rapport sur les synergies et les partenariats: Le Secrétariat a encouragé les parties à lire le rapport (UNEP/CMS/Doc 21.1.). La CITES a demandé qu'une référence aux réunions des présidents des organes consultatifs scientifiques des conventions relatives à la biodiversité (POCS) soit incluse dans le document. La GC a pris note du document, avec l'ajout demandé par la CITES.

Projet de résolution sur les synergies et les partenariats:

La SUISSE a introduit le projet de résolution figurant dans le document UNEP/CMS/COP11/Doc.21.2, précisant que cette résolution, entre autres, prie le Secrétariat de poursuivre le développement d'une coopération efficace et pratique avec les parties prenantes concernées, y compris d'autres instruments de la biodiversité et organisations internationales. L'UE a soutenu la résolution, avec des modifications.

Le président de la GC a demandé à l'UE de soumettre ses amendements et a indiqué que le document serait réexaminé en plénière.

DECLARATIONS SUR LA COOPÉRATION: Le Secrétariat a invité la GC à examiner, de concert, trois documents axés sur: les AEM liés à la biodiversité (UNEP/CMS/COP11/Doc.13.1); d'autres organismes intergouvernementaux (UNEP/CMS/COP11/Doc.13.2); et les organisations non gouvernementales (UNEP/CMS/COP11/Doc.13.3). La CITES a souligné que toutes les conventions relatives à la biodiversité doivent travailler ensemble pour atteindre les objectifs. ASCOBANS, ACCOBAMS, EUROBATS, l'AEWA et la Commission permanente du Pacifique Sud ont présenté des rapports sur les activités ayant trait à la CEM.

QUESTIONS DE PROCEDURE: Un processus d'évaluation pour la Convention: Le président du Groupe de rédaction a signalé que les opinions des parties penchaient largement vers la nécessité d'un processus d'évaluation de la mise en application de la CEM. Il a précisé que l'intention d'un tel processus n'est pas d'imposer des sanctions, mais d'apporter un appui ciblé au renforcement des capacités des parties. Il a rappelé aux parties que la tâche qui est devant eux ne consiste pas à créer un processus d'évaluation, mais à créer un groupe de travail chargé d'étudier la possibilité de créer un processus d'évaluation.

L'UE a demandé plus de justification pour un processus d'évaluation et a demandé des précisions sur le mandat du groupe de travail susceptible de traiter ce sujet. La SUISSE et la FONDATION BORN FREE, au nom d'une coalition d'ONG, ont souligné l'importance de lancer un groupe de travail intersessions chargé d'explorer les possibilités d'un mécanisme d'évaluation de la CEM.

Le Secrétariat a suggéré des modifications textuelles visant à répondre aux préoccupations de l'UE. L'UE ne les a pas approuvées, suggérant, plutôt, que le mandat d'un groupe de travail soit proposé à la 44e réunion du Comité permanent, pour permettre au Comité de décider de l'opportunité de procéder avec un groupe de travail. Le Secrétariat a modifié le texte en conséquence et l'UE et la SUISSE ont appuyé la résolution révisée.

La GC a approuvé le texte modifié et l'a transmis à titre de résolution à la CdP.

DANS LES COULOIRS

La GC a démarré vendredi, avec près d'une journée de retard sur son programme. Mais l'avertissement du président de la GC, Størkersen, - qui a informé les délégués que les discussions allaient, probablement, se poursuivre durant trois heures supplémentaires le soir - a semblé être juste ce que les délégués somnolents avaient besoin pour retrouver leur énergie. Ou c'est peut-être au Secrétariat que revient le mérite, pour avoir informé les délégués, surpris, qu'un café gratuit était disponible dans la salle adjacente à la salle plénière, chose à laquelle la plupart des participants n'avaient pas prêté attention toute la semaine. Un autre observateur a parlé de prix réduits au stand du chocolat PACARI, et cela a donné lieu à l'épuisement, en un temps record, de son stock de barres de chocolat premium bio, les plus populaires.

Quelle que soit la cause, les négociations de la GC, vendredi, se sont déroulées à un rythme plus rapide que d'habitude. En fait, à une vitesse telle, qu'un délégué confus, demandant quand un point particulier de l'ordre du jour allait être abordé, s'est vu répondre que le point en question a été approuvé il y a six heures. Parmi les membres dévoués des divers groupes de travail, cependant, beaucoup ont prédit que le calendrier consistant à "travailler, travailler, travailler puis aller tout droit au lit" allait continuer afin de parvenir à un accord sur les questions en suspens avant la réunion finale de la CdP, dimanche.